

Évolution des dépenses d'exploitation
pour la période de 12 mois se terminant le 30 septembre 2013
(millions \$)

1	Budget 2013		182,7
2	Salaires		0,9 (a)
3	Avantages sociaux		0,7
3	Main-d'œuvre imputée aux immobilisations		(1,7) (b)
4	Services professionnels et services externes	(0,1)	
5	Matériaux	0,2	
6	Jetons des administrateurs	(0,3)	
7	Dons et commandites	0,2	
8	Autres dépenses	0,2	
9	Provision créances douteuses	(1,0) (c)	
10	Frais de déplacement, de représentation et d'adhésion	(0,8) (d)	
11	Carburant et huiles	(0,3)	
12	Revenus	<u>(0,8) (e)</u>	(2,7)
13	Salaires et frais d'utilisation des services rechargés aux activités non réglementées	(0,5) (f)	
14	Baisse des salaires et avantages sociaux capitalisés au Projet Côte-Nord (D-2012-113) - report du projet en mars 2013	0,8 (g)	
15	Réduction demandée par la Régie-décision D-2013-106	<u>5,0 (h)</u>	<u>5,3</u>
16	Dépenses d'exploitation réelles 2013		<u><u>185,2</u></u>

1 **Dépenses d'exploitation réelles de l'exercice 2013**

2 Tel qu'anticipé lors du dépôt du dossier tarifaire 2014, les dépenses d'exploitation réelles
3 de l'exercice 2013 dépassent le montant autorisé par la Régie de 2,5 M\$. La décision de
4 la Régie portant sur le dossier tarifaire 2013 (D-2013-106) ayant été reçue tardivement, la
5 réduction demandée de 5 M\$ (h) dans les dépenses d'exploitation n'a pas été ventilée à
6 travers les catégories de dépenses et est présentée isolément.

7 Plusieurs projets ou dossiers prévus au dossier tarifaire 2013 se sont concrétisés, certains
8 ont connu une fin plus rapide que prévu et d'autres ont vu le jour au cours de l'exercice.
9 Ce constat s'est fait sentir tant au niveau de la main-d'œuvre que des autres dépenses
10 d'exploitation. Le dépassement de la masse salariale de 0,9 M\$ (a) est expliqué par le
11 temps supplémentaire requis pour compléter les activités essentielles au développement
12 et à l'entretien du réseau (+3,8 M\$), réduit de l'effet des postes vacants (-2,9 M\$) liés au
13 mouvement de personnel, au temps requis pour le recrutement de personnel ainsi qu'au
14 report du projet Côte-Nord. Les activités relatives au réseau ont donné lieu à une
15 augmentation de la capitalisation de la main-d'œuvre de 1,7 M\$ (b).

16 Certaines catégories de dépenses présentent des économies par rapport à l'enveloppe
17 initiale demandée. Ainsi les frais de déplacement, de représentation et d'adhésion auprès
18 d'organismes professionnels présentent une économie de 0,8 M\$ (d) expliquée en partie
19 par des postes vacants ainsi que des déplacements (congrès, formations, etc.) qui ne se
20 sont pas concrétisés au cours de l'exercice. La diminution des radiations pour mauvaises
21 créances s'est traduit par un ajustement à la baisse de la provision de l'ordre de 1 M\$.
22 Les revenus provenant d'escomptes de paiement et de volume, de formations données
23 par des employés spécialisés ainsi que des jetons de présence d'employés de Gaz Métro
24 siégeant à des conseils d'administration se sont révélés supérieurs au budget de 0,8 M\$
25 (e).

26 Le report du projet Côte-Nord en mars 2013 a aussi eu pour effet, outre les postes
27 vacants, de réduire les salaires et avantages sociaux capitalisés (0,8 M\$) (g).

28 Finalement, la recharge aux activités non réglementées a été augmentée de 0,5 M\$ (f)
29 par rapport à ce qui avait été prévu au budget 2013. Cette hausse de la recharge intègre
30 le coût des services de support dont les activités non réglementées bénéficient, tel que
31 demandé par la Régie dans la décision D-2013-106.